

Suivre et soutenir l'action extérieure de la France



▲ Le Président Jean-Louis Debré reçoit au Palais Bourbon le Président de la République populaire de Chine, M. Hu Jintao

L'ASSEMBLÉE AU PLUS PRÈS DE LA CRISE IRAKIENNE

Tout au long de l'année, l'Assemblée a été tenue informée de la situation en Irak. **Les députés ont posé de nombreuses questions écrites et orales aux ministres concernés, tant sur les aspects économiques que politiques de cette crise** qui marque la relation transatlantique. Sur cette question, le Président de la commission des affaires étrangères a décidé de créer une mission d'information consacrée à étudier l'avenir des relations entre l'Union européenne et les États-Unis. La commission des affaires étrangères a également tenu un rôle central en

auditionnant régulièrement le ministre des affaires étrangères mais aussi en recevant M. El Baradei, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique puis, le 21 octobre, M. Lakhdar Brahimi, conseiller spécial auprès du Secrétaire général des Nations Unies, dans la perspective de la conférence de Charm-el-Cheikh. Enfin, dans le cadre du débat budgétaire, l'examen des crédits du ministère des affaires étrangères a fourni l'occasion au Gouvernement d'exposer aux députés les lignes de force de notre politique extérieure pour la période qui s'ouvre.

L'ASSEMBLÉE POUR UN ÉTAT RÉNOVÉ ET UNE FRANCE RESPECTÉE

CÔTE D'IVOIRE : GARANTIR LA SOLIDARITÉ AVEC LES FRANÇAIS EXPATRIÉS

Rendant compte début avril, devant la commission des affaires étrangères, de la mission qu'ils avaient accomplie du 9 au 12 mars en Côte d'Ivoire et dont l'objectif était de faire le point sur l'application des accords de Marcoussis, de dresser un premier bilan de l'action des forces françaises engagées, Henri Sicre et Jacques Remiller n'avaient pas dissimulé leur inquiétude. Par la suite, **extrêmement attentifs à l'évolution d'une crise marquée par le danger croissant encouru par des milliers de Français,**

les députés ont régulièrement questionné le Gouvernement sur tous les aspects des actions conduites par la France, ainsi en organisant le 9 novembre une audition de la ministre de la défense, conduite conjointement par la commission des affaires étrangères et la commission de la défense. Le 10 novembre, la représentation nationale a enfin tenu à rendre un hommage solennel aux neuf de nos soldats tombés lors des opérations militaires, en suspendant ses travaux durant une heure.



Coopération internationale contre le terrorisme

Document

Dans son rapport d'information du 6 juillet sur la coopération internationale pour lutter contre le terrorisme, Michel Delebarre a rappelé à la fois la complexité et la nécessité de cette tâche. Parmi les pistes explorées pour rendre cette lutte plus efficace et plus adaptée, l'approfondissement de la coopération judiciaire sur tout le territoire de l'Union européenne.



▲ Audition du ministre des affaires étrangères devant la commission des affaires étrangères, sous la présidence d'Édouard Balladur

POUR LES PERSONNELS MILITAIRES, UN STATUT ADAPTÉ À NOTRE TEMPS

Le débat sur le projet de loi relatif au statut général des militaires s'est déroulé à la mi-décembre dans un climat souvent consensuel qui a démontré, selon Jean-Claude Viollet, que les députés avaient "à cœur d'apporter un message de soutien de l'ensemble de l'Assemblée à nos armées". Adopté en première lecture le 15 décembre, **le texte, ainsi que l'a souligné le Président Guy Teissier, s'attache à "supprimer les archaïsmes en matière de droits civils et politiques, à favoriser la participation des militaires à la vie de la cité et à moderniser la gestion**

des personnels". Après avoir auditionné la ministre de la défense, la commission a adopté de nombreux amendements repris en séance publique, donnant notamment un fondement législatif aux organismes consultatifs et de concertation. Enfin, en adoptant la loi du 30 décembre 2004 relative à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales, les députés ont conforté le développement industriel de notre activité de construction navale militaire, tout en garantissant les intérêts supérieurs de la défense et le statut des personnels ouvriers d'État.



▲ Réunion de la commission de la défense

JOURNÉE D'APPEL DE PRÉPARATION À LA DÉFENSE : ANALYSE ET PROPOSITIONS

Dans son rapport du 7 juillet sur la direction du service national et la Journée d'Appel de Préparation à la Défense, Jean-Louis Dumont a souligné le succès d'un dispositif grâce auquel l'armée rencontre chaque année plus de 780 000 jeunes et prend un part importante au combat contre l'illettrisme. Parmi les propositions, la mise en place d'une "réserve citoyenne" concernant des profils rares (tels les docteurs en chimie) utiles à la défense et l'augmentation du nombre de places dans les préparations militaires.

ZOOM

POINTS FORTS

- > Solidarité avec les otages en Irak.
- > Soutien aux Français résidant en Côte d'Ivoire.
- > Modernisation du statut général des personnels militaires.